



# Séminaire Compétitivité et climat

*4 juillet 2003*

<http://www.iddri.org/iddri/html/themes/climat/competitivite.htm>

# Deux premières sessions : un angle sectoriel

- Sidérurgie : effets de taxes au carbone, fuites de carbone
- Le secteur électrique dans le contexte de la Directive Quotas

# Compétitivité et politique climat

- Effets sur la compétitivité : de quoi parle-t-on?
  - Augmentation du coût de production de certaines activités
  - Pas d'égalité devant les coûts parmi les compétiteurs
  - Profitabilité et capacité d'investissement réduites
  - Risque de délocalisation et de fuites de carbone
- Coût du carbone : un des éléments de la compétitivité
  - Compétitivité par la qualité
  - Variations du taux de change
  - Autres coûts (travail, capital)
  - Question plus large de l'attractivité d'un pays pour l'investissement direct étranger (rapport du CAE)

# Leçons préliminaires à partir de présentations sectorielles

- La réalité technologique doit être prise en compte
  - Flexibilité technologique dans l'électricité, un seul produit
  - Deux options principales pour l'acier, plusieurs produits
  - Générations de capital productif
- Ainsi que la réalité des marchés de ces activités
  - Electricité: incertitude sur le prix de gros suite à la réforme, manque de signal clair. Perception d'un prix du carbone dans le "bruit" du marché?
  - Acier: tensions sur les prix des intrants (ferraille, électricité), croissance du marché (Chine), stratégies industrielles (ouverture et fermeture de sites)
- Besoin d'analyses sectorielles pour compléter les analyses macro-économiques des politiques climat.

# Fuites de carbone

- Discutées dans le cas de la sidérurgie
  - Hypothèse de politique de réduction : taxe au carbone
  - Réductions d'émissions compensées par une hausse externe
    - Ex: une taxe de 9€ par tCO<sub>2</sub> en Europe et au Japon entrainerait un taux de fuite de 35% en 2020
- Solution: ajustement de taxes aux frontières (ATF)?
  - Taxation des importations sur la base des intrants carbone
  - Exemption de la taxe pour les exportations
  - Maintiendrait la production d'acier domestique et donc préserverait les réductions
- Questions
  - Les ATF seraient-ils compatibles avec l'OMC?
  - Peut-on ajuster les taxes aux frontières lorsqu'aucune taxe n'est en place (mais un système de permis)?
  - Enfin, politiquement faisable et nécessaire?

# Effets compensatoires d'une allocation gratuite des quotas

- Théorie: effets sur la valeur des firmes
  - Coût de réduction compensé par une croissance de la valeur des actifs
  - Chiffre d'affaire augmenté du fait du prix du carbone (tarification au coût marginal)
    - voir rapport Ademe-EPE, 2003 : *Méthode d'évaluation des politiques environnementales*
- En pratique, les sources vont-elles systématiquement transmettre le coût d'opportunité du carbone dans le prix de leurs produits?

# Questions à court terme / Directive

- Point de départ : un format défini par Kyoto : 2008-2012
- Pas de « grand-parentage » mais une « mise à jour » des quotas
  - Négociation périodique des objectifs qui tiendra compte des tendances observées dans les différents secteurs
    - En théorie, équivaut à une subvention à l'augmentation des émissions, pour obtenir une plus grosse part du gâteau lors de l'allocation suivante
    - Pas d'allocation à long terme (différent du « modèle » du SO<sub>2</sub>)
- Problème vis-à-vis d'une visibilité à long terme souhaitable en vue des investissements futurs
  - Soit mise au rebut prématurée lors de la prochaine allocation
  - Soit une occasion manquée de générer des réductions supplémentaires
- Ou l'on peut faire l'hypothèse que les premiers efforts seront minimales, et que les réductions significatives viendront plus tard...

# Questions à court terme / Directive (2)

- Incertitudes sur la mise en œuvre domestique
  - Traitement des nouveaux entrants
    - Doivent acheter des quotas pour toutes leurs émissions?
    - Implication sur le signal prix d'une allocation gratuite?
    - Distinguer la liste des installations (et sa mise à jour) et le type d'allocation
  - Utilisation des quotas en cas de fermeture d'installation?
    - Non-utilisables ou propriétés des installations sur la période?
  - Effets de l'opt-out: transitoire uniquement?
  - Comment les enchères seront-elles utilisées?
    - Création d'un prix de départ?
    - Relâcher la pression sur le marché si besoin (effet modérateur sur le prix)
    - Eviter une discussion trop détaillée de l'allocation
    - Ouvrir le marché aux nouveaux entrants
    - Seraient-elles ouvertes aux sources d'autres pays?

# Compétitivité à long terme

- Impact de la Directive compte tenu de
  - La politique industrielle de l'Europe et des Membres
  - Les niveaux de réductions significatifs envisagés à long terme (-75% d'ici 2050...)
- Une vision à court terme :
  - Toute activité intensive en carbone à faible valeur ajoutée représente un potentiel important de réduction à bas coût
- A plus long terme :
  - Comment assurer la durabilité de ces activités, aujourd'hui fortement émettrices, compte tenu de l'objectif ultime de la Convention Climat?
  - Besoin d'anticiper les conditions de la compétitivité future, y compris la possibilité d'une contrainte carbone globale

# Pour parler de la Directive

- Peter Zapfel – Commission européenne –  
Direction générale de l'environnement